BRUCY (Guy), CAILLAUD (Pascal), QUENSON
(Emmanuel), TANGUY (Lucie), *Former pour réformer.
Retour sur la formation permanente (1945-2004)*

Paris : La Découverte, 2007, 272 p.

Noël Terrot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1981>

DOI : 10.4000/histoire-education.1981

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009

Pagination : 154-155

ISBN : 978-2-7342-1151-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Noël Terrot, « BRUCY (Guy), CAILLAUD (Pascal), QUENSON (Emmanuel), TANGUY (Lucie), *Former pour réformer. Retour sur la formation permanente (1945-2004)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 122 | 2009, mis en ligne le 27 octobre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1981> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1981>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

BRUCY (Guy), CAILLAUD (Pascal), QUENSON (Emmanuel), TANGUY (Lucie), *Former pour réformer. Retour sur la formation permanente (1945-2004)*

Paris : La Découverte, 2007, 272 p.

Noël Terrot

RÉFÉRENCE

BRUCY (Guy), CAILLAUD (Pascal), QUENSON (Emmanuel), TANGUY (Lucie), *Former pour réformer. Retour sur la formation permanente (1945-2004)*, Paris : La Découverte, 2007, 272 p.

- 1 À travers des éclairages historiques, sociologiques et juridiques, les quatre auteurs, se situant dans les réflexions et interrogations suscitées par la récente loi de 2004 sur « la formation professionnelle tout au long de la vie et le dialogue social », s'efforcent de montrer comment la formation permanente a pris forme en plus d'un demi-siècle. Ces années se caractérisent par le passage de la notion d'éducation à celle de formation, d'abord par un long glissement, puis un soudain basculement à travers la loi de 1971.
- 2 Avant 1971, on parlait d'éducation populaire, d'éducation post-scolaire, d'éducation permanente, d'éducation ouvrière et plus généralement d'éducation des adultes, alors qu'ensuite il ne s'agira plus que de formation, que celle-ci soit « professionnelle », « permanente », « continue » ou « tout au long de la vie ». Mais, au-delà des termes, dans la première période, on trouve la tradition et les réalisations apparues au XIXe siècle dans les mouvements d'éducation populaire, en continuité et en complémentarité avec l'école. À partir de 1971, on est désormais sur le versant de

l'entreprise, et donc dans le cadre du code du travail, et non plus sur le versant de l'école.

- 3 Dans une contribution intitulée « La fabrication d'un bien universel », Lucie Tanguy indique comment s'effectue ce passage de l'éducation à la formation et met en particulier en valeur le rôle de certaines élites – souvent chrétiennes – rassemblées dans les commissions du Plan. Traitant ensuite de la formation syndicale à l'université de 1955 à 1980, elle montre que, paradoxalement, cette initiative s'inscrit bien dans le mouvement pour la formation, mais dans une tout autre perspective : collective et non individuelle. Enfin, dans un dernier article, elle aborde les changements introduits par la loi de 2004 en matière de relations de travail.
- 4 Selon Guy Brucy dans « La formation au travail : une affaire de cadres – 1945-1970 », les organisations syndicales de cadres ont été les éléments moteurs d'une réflexion sur la formation au sein de leurs confédérations respectives, surtout après 1969. Leur rôle a été essentiel dans la préparation et la négociation des accords de 1970 et, par là même, dans le basculement de 1971. Une autre contribution de cet auteur rappelle le rôle joué par l'Éducation nationale de 1920 à 1970, tant à travers les cours du soir que par la formation professionnelle initiale. On se doit, par ailleurs, de signaler la longue et très riche introduction par laquelle il présente l'ensemble de l'ouvrage.
- 5 Emmanuel Quenson montre pour sa part, dans « Informer pour faire adhérer – 1971-1976 », le rôle de « conversion des salariés à la formation » joué tant par le Centre national d'information pour la productivité des entreprises (CNIPE) que par le Centre « INFFO ».
- 6 Enfin, Pascal Caillaud décrit la construction d'un « droit de la formation professionnelle des adultes », apparu en 1970 en étroite filiation avec le droit du travail – filiation aujourd'hui battue en brèche par une reconsidération de la place de l'Éducation nationale dans ce système juridique.

7 Par la diversité de ses approches et leur intérêt, cet ouvrage enrichit l'histoire de l'éducation des adultes et aide, par là-même, à clarifier les enjeux du présent.